

EXTÉRIEUR.

ESPAGNE.

Madrid, le 25 mars.

Le grand-duc de Berg a passé aujourd'hui la revue de plusieurs corps qui nous ont paru fort beaux. L'affluence autour des camps est immense. On ne se lasse pas de voir des troupes dont les succès ont frappé l'imagination des Espagnols depuis long-tems. Quand nous songeons qu'un grand nombre de ces braves était, il y a à peine six mois, sur les rives du Niémen, nous nous croyons transportés aux tems les plus reculés de notre histoire. Le roi Charles, la reine Louise et la reine d'Etrurie sont toujours à Aranjuez. Le grand duc de Berg doit s'y rendre le 26 pour voir LL. MM. La santé de ces infortunés souverains est fort altérée.

Le gouvernement vient de supprimer le droit exclusif de la chasse et de permettre aux paysans de tuer le gibier qui ravage leurs terres.

La tranquillité la plus parfaite regne dans toutes les Espagnes.

Le maréchal Moncey est logé dans notre ville. Le général Dupont est en marche pour porter son quartier-général à Tolède.

INTÉRIEUR.

Paris, le 1^{er} avril.

Le 25 janvier 1808, à sept heures du soir, un bâtiment ayant fait naufrage à l'embouchure de la Dives, les trois marins qui la montaient, se voyaient exposés à une mort presque inévitable, lorsque, attirés par leurs cris, les sieurs Jean-Pierre Gabriel, Pascal-Thomas Cingal, Amable Lebaron, François-Michel Barette et Pierre Morin, lieutenant, sous-lieutenant et préposés des douanes se jetèrent dans un canot sous la conduite du sieur François Dassel, capitaine d'un bâtiment de Fécamp, et se dirigèrent vers le navire naufragé. La mer était affreuse, et plusieurs fois ils se crurent ensevelis sous les flots; mais ils redoublèrent d'efforts, approchèrent du bâtiment, parvinrent à recueillir dans leur canot les trois marins, et les ramenèrent à terre sains et saufs.

Deux femmes de la commune de Saint-Auban, département de la Drôme, ayant voulu dernièrement passer sur un mulet le torrent de l'Ouvèze que les pluies avaient considérablement grossi, furent entraînées par le courant. Elles allaient infailliblement périr, lorsque le nommé Antoine Brunel, domestique, entendant les cris qu'elles jetaient, accourut, s'élança dans le torrent et parvint, après s'être exposé aux plus grands dangers, à les sauver toutes deux.

S. Exc. le ministre de l'intérieur a autorisé le préfet de la Drôme à accorder une gratification à cet homme courageux.

DECRETS IMPÉRIAUX.

Rapport fait au Conseil-d'Etat, par M. le conseiller-d'état Bouley, sous la présidence de S. A. S. le prince-archi-chancelier de l'Empire.

MONSIEUR,
MESSIEURS,

Sa Majesté a renvoyé à l'examen de son Conseil un rapport de son ministre du Trésor public, relatif à des mémoires publiés par les sieurs Lemercier et Bergasse. Ces mémoires contiennent des imputations très-graves, et particulièrement dirigées contre le sieur Turpin, ci-devant administrateur du Trésor public, et le sieur Alein qui en est l'agent judiciaire. Ils ont été publiés au sujet d'une affaire que le sieur Lemercier a eue au Conseil-d'Etat, et dans laquelle il a été condamné à payer au Trésor public une somme considérable. Bien que cette affaire soit définitivement jugée, il faut, Messieurs, vous en retracer les principales circonstances; elles vous mettront à portée d'apprécier les imputations dont il s'agit, et de proposer à S. M. les mesures convenables.

Le sieur Lemercier s'était chargé, par un traité fait en l'an 3, de fournir des chevaux pour les armées françaises. Il avait touché du Trésor public, en espèces différentes, des valeurs qui excédaient de plus de deux millions le montant de ses fournitures; il avait d'ailleurs très-mal

rempli les conditions de son marché; il jouit paisiblement de ces avances pendant plusieurs années. En l'an 12, la liquidation générale prit connaissance de cette affaire. Le Trésor public lui remit l'état des sommes que le sieur Lemercier avait touchées. Celui-ci, de son côté, fournit ses états de dépense, et les pièces à l'appui. Tout fut examiné pendant long-tems avec beaucoup de soin. Enfin, le 21 nivose an 13, la Liquidation générale le constitua, par un arrêté, débiteur envers le Trésor public, d'une somme de 1,631,945 fr.; par un second arrêté du 7 août 1806, il a été déclaré débiteur d'une autre somme de 468,668 liv., 16 s., 2 d.

Le premier arrêté fut de suite transmis au ministre du Trésor public. On sait que ce ministre n'a pas le droit d'examiner, ni de juger ces sortes d'arrêts. Il est simplement chargé de les exécuter; il ne peut y avoir d'appel qu'au Conseil-d'Etat. Il aurait donc pu, n'y ayant point d'appel, exécuter celui-ci sans délai. Cependant le sieur Lemercier ayant prétendu qu'il y avait des erreurs dans sa liquidation et qu'il pouvait le justifier, le ministre et le liquidateur-général lui accordèrent, de concert, un sursis d'un mois, à charge par lui de donner des sûretés suffisantes pour le paiement; mais il ne produisit ni moyens justificatifs, ni sûretés. Cependant les recherches que le Trésor public faisait sur sa fortune, lui découvrirent bientôt qu'il avait pris toutes sortes de précautions pour la dissimuler. Entre autres biens, il possédait une belle maison, rue Richer, où il habitait avec sa femme; mais elle était sous le nom d'un nommé Collette son parent. Il en avait une autre fort considérable, rue de Cléry; mais elle était sous le nom de sa femme, non commune en biens avec lui. Une ferme à Palaiseau, depuis vendue 200,000 fr., était encore sous un nom emprunté. Il possédait cependant sous le sien la grande et belle terre de Cormeré; mais elle se trouvait grevée d'hypothèques presque toutes fictives pour une somme supérieure à sa valeur; le mobilier même qui garnissait sa maison d'habitation, sa femme prétendait qu'il était à elle; ensuite que tout bien compté, il n'avait pas un écu à donner au Trésor public.

On ne vit donc, on ne put voir en lui qu'un débiteur de mauvaise foi. Aussi le ministre, aux termes de la loi, fit-il décerner contre lui la contrainte par corps, et le 2 prairial de l'an 13, il fut arrêté. Dans cette position, il fit faire diverses propositions d'arrangements, et entre autres celles de payer son débit en cinq pour cent consolidés. Le ministre, qui prévoyait combien il trouverait de difficultés pour la saisie et la vente des biens d'un pareil débiteur, prêta une oreille favorable à cette dernière proposition. Le sieur Lemercier fit donc une première soumission de payer en cinq pour cent consolidés, mais il y mettait une condition, c'est que son compte serait révisé. Le ministre rejeta cette condition, qu'il n'était pas en son pouvoir de remplir, et qui d'ailleurs ne lui paraissait faite que pour procurer au débiteur d'interminables délais. S'il consentait à l'arrangement au fond, c'était par forme de transaction, et dans l'espoir d'obtenir le plus tôt possible, un paiement moindre à la vérité, mais plus sûr.

Sur le refus du ministre, le sieur Lemercier fit, le 12 messidor an 13, une nouvelle soumission pure et simple. Elle fut acceptée par décisions des 3 et 10 du même mois, à charge. 1° que les délais du paiement seraient irrévocablement fixés; 2° que le sieur Lemercier donnerait des sûretés suffisantes; 3° que l'arrangement serait approuvé par S. M.

Pour garantie, le sieur Lemercier rapporta mainlevée de la plus grande partie des inscriptions mises sur les propriétés qu'il possédait sous son nom; sa femme s'engagea personnellement pour la maison rue de Cléry, le sieur Collette pour la maison rue Richer. Un à-compte de 200,000 fr. fut versé au Trésor public; pour mettre le sieur Lemercier à portée de se procurer plus facilement des moyens de libération, l'agent judiciaire lui donna mainlevée des saisies et oppositions qu'il avait faites sur ses biens; enfin, tout paraissant arrangé, il fut mis en liberté le 14 messidor an 13.

Ici se présentent d'autres faits; avant d'être élargi, le sieur Lemercier avait fait avec un sieur Martel, un traité par lequel celui-ci s'engageait à verser pour l'autre, au Trésor public, quatre-vingt-mille cinq cent quatre-vingt-dix francs de rentes, aux trois époques indiquées dans la soumission que lui, sieur Lemercier, avait faite envers le ministre du Trésor pour pareille somme. Ce traité portait différentes conditions: il y est dit à la fin: «En cas d'inexécution d'une seule des conventions ci-dessus stipulées, il a été expressément con-

venu d'une indemnité de cent mille francs exigibles à l'instant même que la sommation en serait faite par acte juridique: ladite somme pour tenir lieu d'indemnité, frais d'enregistrement et procédures.»

La date de ce traité, tel que l'a fait imprimer le sieur Martel, est du 2 messidor an 13. Le sieur Bergasse, dans un de ses Mémoires, lui donne celle du 19 du même mois, et fait beaucoup d'efforts pour prouver la vérité de cette date. Nous n'avons pas vu l'original; mais ce qui ferait croire que la date rapportée par le sieur Martel est la véritable, c'est qu'il est dit dans les deux copies imprimées, que ce traité a été fait le jour de la soumission envers le Trésor public: or, cette soumission est du 2 messidor an 13.

Il paraît encore que le sieur Martel, à compte de ces cent mille francs de dédit, exigea des lettres-de-change pour soixante mille francs, et que ces lettres-de-change furent déposées entre les mains d'un sieur Durieu, ancien banquier, qui, d'après sa déclaration et celle de Martel, avait été le négociateur du traité stipulé entre ce dernier et le sieur Lemercier. De ces lettres-de-change, une partie fut acquittée en numéraire pour la somme de 20,000 francs; les autres furent renouvelées après la mise en liberté du sieur Lemercier, le tout restant toujours en dépôt entre les mains du sieur Durieu.

Il s'est élevé un débat entre le sieur Lemercier et le sieur Martel, sur la question de savoir si ces 60,000 fr. n'étaient véritablement qu'un à-compte de 100,000 fr. de dédit, ou si c'était une somme à part. Cette question nous paraît indifférente pour l'objet que nous avons à examiner. Nous citerons seulement la reconnaissance donnée par le sieur Durieu au sieur Martel, relativement à ces 60,000 fr.; elle est ainsi conçue:

«Je, soussigné, déclare tenir à la disposition du sieur Etienne Martel, la somme de 60,000 fr. qui m'ont été déposés par le sieur Lemercier, à-compte du dédit qui a été stipulé dans le traité qu'ils ont passé ensemble pour le versement qu'il s'est engagé de faire pour lui à la Trésorerie.

«Ce 15 vendémiaire an 14.

«Signé, DURIEU.»

Contre une pièce si claire et si positive, et toujours soutenue par les déclarations conformes des sieurs Martel et Durieu, nous n'avons remarqué de la part du sieur Lemercier que des allégations vagues; mais, encore un coup, nous verrons bientôt que cette question est indifférente relativement aux sieurs Turpin et Alein, dont nous avons à examiner la conduite dans cette affaire.

Le sieur Lemercier rendu à la liberté, s'occupait bien moins de remplir son engagement que des moyens de l'é luder. Le ministre se disposait à faire son rapport à S. M., lorsque, le 12 vendémiaire an 14, il reçut une pétition dans laquelle le sieur Lemercier réclamait contre cet engagement, et soutenait qu'il était nul aux yeux de la loi, comme ayant été contracté dans les fers. On trouve cette phrase dans un des mémoires publiés par le sieur Lemercier. *Et pourquoi donc... faisait-on souscrire, le poignard sur la gorge, une obligation au sieur Lemercier, pour le profit du Trésor?*

Cependant il n'avait été arrêté que d'après les dispositions de la loi, c'était la loi elle-même qui saisissait sa personne; or, l'exercice d'un droit légitime est-il un acte de violence? Dans cet état, il propose de payer en cinq pour cent consolidés, au lieu de payer en numéraire, c'est une grâce qu'il sollicite, et on la lui accorde. *Etait-ce lui mettre le poignard sur la gorge?* On lui demande des sûretés, il en donne; aussitôt on le met en liberté. N'y a-t-il pas dans tout cela plus de douceur que de dureté, surtout envers un débiteur de la plus insigne mauvaise foi?

A la vue de cette pétition, que fit le ministre? Il renonça de son côté à l'engagement contracté pour le paiement en cinq pour cent consolidés, et donna ordre au sieur Durieu le débiteur pour le faire payer en numéraire, conformément à l'arrêté de la liquidation. Cet ordre était du 19 vendémiaire; dès le lendemain, le sieur Lemercier (remarquez qu'il était alors en liberté), de concert avec sa femme, écrivit au ministre pour le prier de regarder sa pétition comme non avenue, de vouloir bien tenir l'engagement qu'il avait approuvé de recevoir son paiement en cinq pour cent consolidés et de lui accorder seulement de nouveaux délais pour vendre à l'amiable et plus utilement ses propriétés.

Là dessus ; voici ce que le ministre répondit : *S'ils veulent continuer les paiemens aux conditions et dans les formes du premier, il n'y a point d'inconvéniens à suspendre les poursuites ; d'après cette lettre, je ferai mon rapport à l'EMPEREUR ; mais je ne puis rien promettre que le décret n'ait été rendu.*

Le rapport fut fait et renvoyé au Conseil-d'Etat ; là , il semble que le sieur Lemerrier aurait dû se borner à demander que la grace qu'il avait sollicitée et que le ministre lui avait accordée de payer son débet en cinq pour cent consolidés fût confirmée par S. M. ; point du tout , il réclama contre son engagement et contre l'arrêté de la liquidation générale. L'affaire fut donc examinée au fond , elle le fut dans le plus grand détail , et là se découvrirent de nouvelles preuves de la mauvaise foi du sieur Lemerrier ; aussi qu'arriva-t-il ? L'affaire rapportée au Conseil sous la présidence de S. M. , non-seulement on rejeta les réclamations du sieur Lemerrier contre l'arrêté de liquidation , mais on le condamna à payer son débet en numéraire. La décision du Conseil , avec les motifs , sera insérée dans le projet de décret que nous présenterons.

Il faut remarquer que dans le mémoire imprimé que le sieur Lemerrier avait fait répandre lors de l'examen de son affaire , il avait insinué que ces 60.000 fr. de lettres-de-change dont nous avons parlé , n'avaient été donnés que pour *se ménager la bienveillance de certaines personnes qui pouvaient concourir au succès de son affaire ;* ajoutant cependant qu'il ignorait l'emploi qu'on en avait fait : il fut question au Conseil de cette allégation , on proposait même de renvoyer au grand-juge pour faire informer ; mais comme le sieur Lemerrier n'avait désigné personne , comme la conduite de tous les agens qui avaient pris part , soit à l'examen de son affaire , soit à l'exécution des mesures ordonnées contre lui par le ministre , paraissait irréprochable , on se contenta de déclarer les imputations du sieur Lemerrier fausses et calomnieuses.

Cependant le ministre du Trésor public voulut faire informer à cet égard , et en écrivit au préfet de police ; celui-ci fit interroger les sieurs Lemerrier , Martel et Durieu , au sujet de la destination des 60.000 francs de lettres-de-change. Le premier répondit que c'était un sacrifice qu'il avait fait pour obtenir sa liberté et la revision contradictoire de son compte , que les lettres-de-change avaient été déposées entre les mains du sieur Durieu , et que celui-ci lui avait dit qu'elles étaient destinées à un sieur Martel , investi de la confiance des agens du Trésor public. Les deux autres répondirent que ces lettres-de-change n'avaient été souscrites que comme un à-compte et pour sûreté des 100.000 francs du dédit stipulé dans le traité dont nous avons parlé plus haut , qu'elles n'avaient jamais eu d'autre objet , et que la destination que leur donnait le sieur Lemerrier était une fausseté.

Quelque tems après le sieur Lemerrier rendit plainte devant le magistrat de sûreté , au sujet de ces mêmes lettres-de-change ; mais depuis il a retiré cette plainte purement et simplement ; c'est ce qui est attesté par une lettre de ce magistrat , du 14 mai 1807.

Enfin , l'agent du Trésor public ayant eu connaissance de ce dépôt , a fait décider par un jugement contradictoire , du 23 juin 1807 , que ces 60.000 francs n'étaient qu'un à-compte d'un dédit stipulé dans un marché fait à raison d'un arrangement conditionnel qui avait été rejeté par le gouvernement , n'avaient pas cessé d'être la propriété du sieur Lemerrier , et qu'ainsi le Trésor public , comme créancier de ce dernier , avait droit de revendiquer cette somme , qui , en effet , a été versée à la trésorerie.

D'après la décision du conseil d'état , le sieur Lemerrier fut de nouveau poursuivi ; on se présenta d'abord chez lui pour saisir son mobilier , mais tout était disparu. Il avait caché ses effets chez différentes personnes. Par les soins de la police on est parvenu à les découvrir en partie ; on a retrouvé ses glaces , ses tapis , ses bijoux , ses tableaux , sa bibliothèque , ses papiers et ses registres. Les personnes qui avaient ces objets en dépôt , ont déclaré qu'ils appartenaient au sieur Lemerrier.

C'est pendant le cours de ces poursuites que le sieur Turpin est mort au commencement de novembre 1807. C'est sur la fin du même mois que les premiers mémoires des sieurs Lemerrier et Bergasse ont été répandus dans le public avec la plus grande profusion : deux ont été publiés les 23 et 25 novembre ; un troisième l'a été le 19 février dernier , et tout récemment une plainte adressée au procureur-général près la haute-cour nationale , et précédée d'un avant-propos , vient d'être imprimée. Le sieur Lemerrier n'ignorait pas que l'objet de cette plainte était étranger à la haute-cour , mais c'était un prétexte pour répandre un nouvel écrit. Ce dernier objet regarde particulièrement M. le procureur-général près la haute-cour. Occupons-nous des trois mémoires.

D'abord , nous observerons qu'ils ont été publiés au sujet d'une affaire qui n'existe plus ; cette affaire , comme nous l'avons dit , a été définitivement jugée par S. M. en son conseil.

Pourquoi donc publier tant de mémoires au sujet de cette même affaire souverainement et irrévocablement jugée ? Est-ce pour accuser l'autorité et la prendre à partie devant le public ? On ne peut guère douter que ce ne soit le principal dessein des sieurs Lemerrier et Bergasse , quand on considère les assertions qui remplissent leurs mémoires.

On y répète sans cesse que le sieur Lemerrier a été jugé sans être entendu ; c'est-là une imputation très-grave ; car c'est , de la part d'un juge , manquer à un devoir essentiel , que de juger quelqu'un sans l'entendre. Mais est-il bien vrai que le sieur Lemerrier ait été jugé sans avoir été entendu ? Il y a deux manières de l'être , l'une sur les plaidoiries publiques , et c'est celle qui a lieu devant les tribunaux ; l'autre sur pièces et mémoires , et c'est celle qui a lieu devant l'administration. Quant aux audiences particulières qu'une partie peut solliciter , on n'est pas obligé de les lui accorder ; beaucoup de juges même s'en sont un scrupule , et ce n'est qu'un acte de complaisance de la part de ceux qui en accordent. Or le sieur Lemerrier , qui a répandu tant de mémoires sur son affaire depuis qu'elle est jugée , pourra-t-il jamais persuader qu'il n'en ait produit aucun avant qu'elle ne le fût ? On l'a examinée pendant long-tems à la liquidation générale. Elle a été long-tems à la section des finances avant d'être soumise à la décision de S. M. et de son Conseil. Peut-il dire qu'il n'a fourni ni pièces ni mémoires ? Mais ces pièces et ces mémoires existent : il en est fait mention dans le vu de la décision du Conseil , et dans celui des arrêtés de la liquidation. Il y a plus , lui-même a été personnellement entendu de M. le directeur-général et du rapporteur de son affaire au Conseil. Nous sommes assurés que d'autres membres du Conseil l'ont également entendu lui-même. Pourquoi donc en imposer à ce point au public ?

Il se plaint encore qu'on le condamne à restituer des sommes qu'il n'a pas touchées. Il soutient que les états remis par la Trésorerie à la liquidation générale , sont inexacts et pour la quantité et pour le cours des valeurs qui y sont portées. Cependant , les recettes par lui faites et portées sur ces états , sont justifiées et par les registres du bureau des opérations cambistes , et par ceux du payeur général du Trésor public. Elles le sont même par les propres registres du sieur Lemerrier. En effet , nous avons dit qu'il avait caché ces registres dans une maison tierce , et que par les soins de la police , on les avait retrouvés. Ils furent déposés au greffe du tribunal. Le ministre du Trésor public nomma des commissaires pour les vérifier. Or , voici le résultat du procès-verbal dressé par ces commissaires.

« Nous soussignés , commissaires nommés par son Excellence le Ministre du Trésor public , à l'effet de vérifier les livres , journaux et bordereaux de caisse du sieur Lemerrier , déposés au greffe du jury du palais , et de reconnaître si les sommes à lui payées par le Trésor public , et portées sur les états remis par ledit Trésor au Conseil de liquidation , se trouvaient inscrites sur lesdits livres et journaux , certifions que du procès-verbal de vérification par nous fait en présence du substitut de M. le procureur-général et à lui remis , il résulte que toutes les sommes payées par le Trésor public au sieur Lemerrier , en or , argent , lingots , assignats et papier sur l'étranger , et compris aux états remis par le Trésor public au Conseil de liquidation , se trouvent également compris à son débet envers le Trésor-public , dans les mêmes sommes , les mêmes valeurs , et aux mêmes époques dans son grand-livre , et que nous les avons également trouvées dans les feuilles de caisse du caissier.

» Paris , le 15 mars 1808.

» Signés ROSIER et DALLET.

» Vu ; le Ministre du Trésor public ,

» Signé MOLLIER.

A la vue de ces faits , peut-on dire que le sieur Lemerrier ait été injustement condamné , et qu'on lui répète un sol de plus qu'il n'a touché.

Examinons maintenant ses imputations contre les sieurs Alein et Turpin. Elles se réduisent à deux ; la première , que les 100.000 fr. de dédit stipulés dans le traité fait entre lui et le sieur Martel , étaient pour le compte de ces agens ; la seconde , que les 60.000 fr. de lettres de change dont nous avons parlé , étaient aussi pour leur compte. Cette seconde somme faisait-elle ou non partie de la première ? Nous avons déjà dit que nous n'avions point à examiner cette question. Ont-elles été assurées dans l'intérêt des sieurs Alein et Turpin ? Voilà uniquement ce qu'il faut savoir. D'abord il est constant qu'ils n'ont pas touché un sol. Le traité portant dédit des 100.000 fr.

n'a pas eu d'exécution. Les 60.000 fr. ont été versés , tant en numéraire qu'en effets , au Trésor public , à la décharge du sieur Lemerrier et sur les poursuites du sieur Alein. Ainsi le sieur Lemerrier n'a rien perdu de ces sommes , et personne n'en a profité que son légitime créancier.

Mais les sieurs Turpin et Alein les avaient-ils véritablement exigées ? Le sieur Lemerrier l'assure ; mais où sont ses preuves ? Nous avons lu tous ses mémoires et ses pièces à l'appui très-attentivement ; nous n'y avons rien trouvé , absolument rien qui prouvât ce qu'il avance. Mais y trouve-t-on au moins quelque présomption , quelque vraisemblance ? Pas davantage. En effet , que dit le sieur Lemerrier au sujet des 60.000 francs ? Qu'ils avaient été demandés pour le mettre en liberté. Nous avons vu comment et pourquoi il avait été arrêté ; c'était pour son débet et sur l'ordre positif du ministre , du 6 floréal an 13. Il est clair qu'il ne pouvait être élargi qu'en payant ou en donnant des sûretés suffisantes , et nous avons vu qu'il n'était sorti qu'à ces conditions , et toujours du consentement du ministre. Comment concevoir que des agens subordonnés eussent osé , même pour la plus forte somme , le mettre en liberté , sans qu'il eût satisfait à ses obligations , et cela sous les yeux du ministre qui l'avait fait arrêter , sous les yeux de la liquidation qui l'avait constitué débiteur , sous les yeux du Gouvernement qui connaissait sa situation , sous les yeux du public qui en était instruit ? En eussent-ils eu la volonté , il est trop clair qu'ils n'en avaient pas le pouvoir , et que le sieur Lemerrier , qui n'a jamais voulu payer ce qu'il doit , n'eût pas été assez insensé pour donner en pure perte une somme si considérable.

Quel motif assigne-t-il pour la stipulation des 100.000 francs ? Selon lui , c'était pour lui donner en communication des pièces que le sieur Turpin tenait cachées , et pour lui faire obtenir la révision de son compte. Mais de quelles pièces veut-il parler ? Le Trésor public avait remis toutes celles qui étaient relatives à sa comptabilité : quelles autres pièces retenait-on ? Était-ce des pièces à la décharge du sieur Lemerrier ? On n'en avait aucune ; d'ailleurs , il est clair que c'est lui qui aurait eu de pareilles pièces et qui les aurait produites. Enfin , n'est-il pas prouvé , même par ses propres registres , qu'on ne l'a condamné qu'à la restitution de ce qu'il avait touché de trop ?

Quant à la révision de son compte , comment les sieurs Alein et Turpin auraient-ils pu la lui promettre ? Ils n'étaient pas les maîtres de la lui accorder. Ce n'est point au Trésor public à réviser , à examiner ces sortes de comptes , c'est à la liquidation et au Conseil-d'Etat. Le Trésor public n'est à cet égard qu'un agent passif d'exécution. Comment , encore un coup , auraient-ils pu lui promettre cette révision ? Le sieur Lemerrier en avait fait la condition de la première soumission adressée au ministre du Trésor public , et ce ministre l'avait rejetée comme étant hors de ses pouvoirs ; et ses agens l'auraient admise ! ils auraient promis ce que leur chef avait déclaré ne pouvoir et ne vouloir pas faire ! Assurément cela est absurde.

Le sieur Lemerrier veut-il donc qu'on l'en croye sur sa parole ? Mais qu'est-ce que le sieur Lemerrier ? Sans sortir de cette affaire , on a de quoi le juger. C'est un débiteur de mauvaise foi , un débiteur frauduleux. Craignant les recherches du Trésor public , il avait tout fait pour s'y soustraire , il avait caché sa fortune mobilière et immobilière. Nous avons les procès-verbaux qui constatent la découverte d'une partie de son mobilier , et les déclarations des personnes qui le recelaient. Il avait mis une partie de ses immeubles sous le nom d'un sieur Colliette , son parent , et celui-ci en a fait aussi la déclaration. Il en avait grévée une autre partie d'hypothèques fictives , et cela est encore reconnu. Il en avait mis une autre partie sous le nom de sa femme , cela est attesté et par le même sieur Colliette , qui , à cet égard , avait été son agent , et par les registres du sieur Lemerrier , et s'il fallait d'autres preuves , par le contrat de mariage de cette femme. Voici , en effet , ce que porte ce contrat fait en novembre 1791 :

« Pour qu'il n'y ait entre les biens des futurs époux aucune confusion , il a été dressé l'état de ceux que possède la future épouse , qui ne consistent qu'en effets mobiliers , habits , linge et hardes à son usage , provenant de ses gains et épargnes ; lequel état rédigé sur un carré de papier timbré , et sommé à 10.000 liv. , y compris 3000 en deniers comptant , est demeuré annexé , etc. »

Voilà donc cette femme , non commune en biens , propriétaire en 1791 d'une somme de 3000 liv. , et de linge et hardes , pour celle de 7000 ; la voilà qui , quelques années après , se dit propriétaire d'une grande et belle maison , rue de Cléry , locataire d'une autre grande maison , rue Richer , et propriétaire d'un superbe mobilier , d'une belle bibliothèque , d'une nombreuse collection de tableaux , d'une foule de bijoux précieux , etc. etc. Véritablement la mauvaise foi et la fraude éclatent de toutes parts.

Et c'est cet homme qui, sans autre garant que sa parole, impute des crimes aux agents qui ont été les instrumens des poursuites que le gouvernement a ordonnées contre lui ! ajoutons que la vie entière de ces agents dépose contre ces imputations. Le sieur Turpin avait suivi avec honneur, pendant vingt ans, la carrière du barreau, et pendant 30 ans, la carrière administrative où il jouissait de l'estime et de la confiance de ses chefs dans un emploi important. Il a toujours vécu de la manière la plus simple et la plus modeste, et en mourant, cet homme, que le sieur Lemercier qualifie *du plus hardi concussionnaire*, n'a laissé qu'une très-petite fortune. Le sieur Alein n'est pas moins estimé. Le ministre, d'accord avec la voix publique, lui rend, ainsi qu'au sieur Turpin, le témoignage le plus honorable. Quel est son véritable tort ? c'est d'avoir suivi l'exécution des décisions prises contre le sieur Lemercier. Celui-ci a semé sur ses pas les incidens de la chicane, comme les poisons de la calomnie : rien n'a pu ralentir le zèle de cet agent, et de-là la fureur du sieur Lemercier.

Ainsi donc, pour nous résumer, la publication des mémoires des sieurs Lemercier et Bergasse, au sujet d'une affaire souverainement jugée, est indécente, irrespectueuse et contraire à toute idée d'ordre public. Les accusations qu'ils renferment contre l'autorité, ne sont fondées que sur le mensonge le plus évident. Les imputations qui y sont faites contre les sieurs Alein et Turpin, étant sans preuve et contre toute vraisemblance, portent tous les caractères de la calomnie.

Dans ces circonstances, quel parti prendre, Messieurs ? s'il y avait dans notre législation des peines contre la calomnie, ce serait assurément le cas d'en poursuivre l'application. Mais il n'y a point de texte qui en prononce, et nous attendons, à cet égard, la réforme du Code criminel. Contre un abus si criant, et qui, chaque jour, semble prendre de nouveaux accroissemens, nous ne voyons que ce parti à vous proposer, c'est que l'autorité s'arme de sa censure, c'est que la police déploie tous ses moyens de vigilance et de répression.

Voici le projet de décret que nous soumettons à votre approbation :

Au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} avril 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN.

Vu l'avis de notre Conseil-d'Etat, dont la teneur suit :

« Le Conseil-d'Etat qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section des finances sur celui du ministre du Trésor public, tendant à obtenir l'approbation des décisions prises par ce ministre les 3 et 10 messidor an 13, portant acceptation, sauf l'approbation de S. M., des offres faites par le sieur Lemercier de se libérer en inscriptions de cinq pour cent consolidés, ou en numéraire au cours, de la somme de 1,631,945 liv. 7 s. 2 den., montant du débet fixé par arrêté du conseil de liquidation du 21 nivose an 13, sauf plus ample débet qui pourrait résulter de la vérification définitive des pièces de dépenses par lui produites à l'appui de ses comptes ;

« Vu les pièces et mémoires produits par le sieur Lemercier à l'appui de sa réclamation contre ledit arrêté du 21 nivose, et contre les engagements par lui souscrits ;

« Vu pareillement les observations remises par la Trésorerie ;

« Considérant 1^o que les recettes des sieurs Lemercier et Sonnerat, fixées par l'arrêté du 21 nivose an 13, ont été relevées tant sur leurs propres quittances, que sur le registre des opérations cambistes de la Trésorerie ; que les cours des effets et autres valeurs qui leur ont été remises, ont été réglés avec eux-mêmes, ainsi qu'il résulte de leurs quittances, à l'exception de 91,908,718 l. en assignats dont la dépréciation a été faite d'après le tableau annexé à la loi du 5 messidor an 5 ;

« Que l'Etat ne peut être garant des différences que le sieur Lemercier prétend exister entre l'arbitration qui a été faite des valeurs, lors des remises, et le produit réel qu'il annonce avoir retiré depuis ;

« 2^o. Que, d'une part, le long tems pendant lequel le sieur Lemercier a été rétentonnaire des avances qu'il avait reçues ; de l'autre, l'infidélité qu'il avait commise, en omettant dans son premier compte de porter en recette une somme de 448,968 liv. montant de traites protestées, remises à la Trésorerie, dont il avait été remboursé en vertu d'une décision du 16 ventose an 9, et suivant sa quittance du 2 germinal suivant ; enfin, son inexactitude à remplir les conditions de son marché, ne paraissent pas lui mériter la faveur d'être admis à payer son débet en cinq pour cent consolidés ;

« 3^o. Enfin que les inculpations de concussion qu'il dirige, dans ses mémoires, contre les agents de l'administration, ne portent sur aucun d'eux nominativement, et ne sont appuyées d'aucunes preuves ;

« Qu'il est démontré, par les vérifications qui ont été faites, que les agents chargés de l'apurement de ses comptes et des poursuites contre lui, ont mis dans leurs opérations tout le zèle et toute la discrétion convenables ;

« Qu'en conséquence, toutes les imputations du sieur Lemercier sont fausses et calomnieuses, et qu'il n'y a pas lieu à provoquer d'informations ultérieures ;

« Est d'avis, 1^o que les réclamations du sieur Lemercier contre l'arrêté du Conseil de liquidation du 21 nivose an 13, ne sont pas admissibles ;

« 2^o. Qu'il n'y a pas lieu d'adopter le projet de décret présenté par le ministre du Trésor public, à fin d'approbation de ses décisions des 3 et 10 messidor an 13. »

Lequel avis a été approuvé par nous, le 18 juillet 1806.

Vu un écrit signé : Bergasse, imprimé et publié le 23 novembre 1807, sous le titre d'*Observations préliminaires de M. Bergasse, dans l'affaire de M. Lemercier*.

Un second écrit signé Lemercier, imprimé et publié le 25 novembre 1787, sous le titre de *Nouvelle adresse*, etc.

Un troisième écrit signé Bergasse et Lemercier, imprimé et publié le 19 février 1808.

Vu diverses autres pièces et notamment un traité passé entre les sieurs Lemercier et Martel, en messidor an 13 ; une reconnaissance signée Durieu, au profit du sieur Martel, du 25 vendémiaire an 14 ; les déclarations desdits sieurs Martel et Durieu devant notre conseiller-d'état préfet de police ; un jugement du tribunal civil de Paris, du 23 juin 1807 ; une autre déclaration des sieurs Rosies et Dallet, du 15 Mars 1808.

Sur le rapport de notre ministre du Trésor public ;

Notre Conseil d'Etat entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les trois écrits imprimés, publiés et signés par les sieurs Lemercier et Bergasse, les 23 et 25 novembre 1807 et 19 janvier 1808, sont et demeurent supprimés, comme faux et calomnieux.

2. Défense est faite auxdits Lemercier et Bergasse d'en publier de pareils à l'avenir.

3. Notre grand-juge, ministre de la justice, et notre ministre de la police générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé, NAPOLÉON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire d'Etat, signé, H. B. MARET.

Etat de MM. les commandans, officiers et membres de la Légion d'honneur, dont l'adjonction à des Collèges électoraux de département et d'arrondissement a été décrétée par S. M. I. et R., au palais impérial de Saint-Cloud, le 24 mars 1808, en vertu de l'art. XCIX de l'acte des constitutions, du 28 floréal an 12, d'après le rapport de S. Exc. le grand-chancelier.

Etienne Fertoret, capitaine retiré du 22^e d'infanterie légère, légionnaire ; arrondissement de Belley, département de l'Ain.

François Vucher, grenadier retiré du 3^e de ligne, légionnaire ; de Belley (Ain).

Louis Berard, chef de bataillon, retiré du 51^e de ligne, légionnaire ; de Bourg (Ain).

Joseph-Antoine Sallandre, capitaine retiré du 17^e d'infanterie légère, légionnaire ; de Laon (Aisne).

Louis-François Lupart, capitaine retiré du 27^e de dragons, légionnaire ; de Vervins (Aisne).

Jean-Pierre Tarbouriech, chef d'escadron, retiré du 30^e de dragons, légionnaire ; de Moulins (Allier).

Claude Béguas, capitaine retiré du 27^e de ligne, légionnaire ; de Moulins (Allier).

Jean-Baptiste Gal, capitaine retiré du 22^e de chasseurs à cheval, légionnaire ; de Moulins (Allier).

Henri-Martin Soyer, chef d'escadron retiré du 6^e de chasseurs à cheval, légionnaire ; de Mézières (Ardennes).

Jacques-François-Jérôme Godechal, capitaine retiré du 10^e de dragons, légionnaire ; de Rocroy, (Ardennes).

Jean-Louis Warnier, lieutenant retiré du 6^e de ligne, légionnaire ; de Rocroy (Ardennes).

François Peleraux, chef de bataillon, retiré du 64^e de ligne, légionnaire ; de Sedan (Ardennes).

Jean Glaize, capitaine retiré du 15^e de ligne, légionnaire ; de Bar-sur-Seine (Aube).

Etienne Duvaldreux, capitaine retiré du 4^e de ligne, légionnaire ; de Troyes (Aube).

Louis-François Dufrenoy, lieutenant retiré du 15^e de ligne, légionnaire ; de Troyes (Aube).

Maurice Latour, chasseur retiré de la garde impériale, légionnaire ; de Marseille (Bouches-du-Rhône).

Charles Aubert, chef de bataillon, retiré du 8^e de ligne, légionnaire ; de Lisieux (Calvados).

Jean Martin, lieutenant retiré du 17^e de ligne, légionnaire ; de Jonzac (Charente-Inférieure).

François-Marie-Victor Klocker, caporal retiré du 13^e d'infanterie légère, garde du génie, légionnaire ; de Rochefort (Charente-Inférieure).

Renaud, capitaine retiré du 21^e d'infanterie légère, légionnaire ; de Bourges (Cher).

Antoine Delmas-Lacoste, major retiré du 3^e de cuirassiers, légionnaire ; de Tulle (Corrèze).

Antoine-Honoré Fuzier, capitaine au 12^e de ligne, légionnaire ; de Chaillon-sur-Seine (Côte-d'Or).

Clément Peutot, capitaine retiré du 7^e de cuirassiers, légionnaire ; de Chaillon-sur-Seine (Côte-d'Or).

Joseph Lévêque, chef de bataillon retiré du 17^e d'infanterie légère, légionnaire ; de Dijon (Côte-d'Or).

Jean-Baptiste Mallard, capitaine retiré du 43^e de ligne, légionnaire ; de Dijon (Côte-d'Or).

Jean-Pierre-Cler, capitaine retiré du 26^e de ligne, légionnaire ; de Dijon (Côte-d'Or).

Jean Ducastaing, lieutenant retiré du 14^e d'infanterie légère, légionnaire ; de Dijon (Côte-d'Or).

Jean-Baptiste Ménétrier, sous-lieutenant retiré du 100^e de ligne, légionnaire ; de Dijon (Côte-d'Or).

Charles Rodet, capitaine retiré du 3^e de ligne, légionnaire ; de Besançon (Doubs).

Jean Adenot, capitaine retiré du 2^e d'artillerie à pied, légionnaire ; de Besançon (Doubs).

Jean-Pierre Beauquier, lieutenant retiré du 20^e de ligne, légionnaire ; de Besançon (Doubs).

Antoine Duval, lieutenant retiré du 19^e de chasseurs à cheval, légionnaire ; de Besançon (Doubs).

Silvestre Bouthiane, capitaine retiré du 55^e de ligne, légionnaire ; de Die (Drôme).

Jean-François Engrand, capitaine retiré du 9^e d'infanterie légère, légionnaire ; d'Evreux (Eure).

Charles-François-Alexandre Lefebvre, chef de bataillon retiré du 44^e de ligne, légionnaire ; de Chartres (Eure-et-Loir).

Etienne Sohier, capitaine retiré du 5^e de cuirassiers, légionnaire ; de Chateaudun (Eure-et-Loir).

Pierre-Léon Guignace, capitaine de frégate retiré, légionnaire ; de Brest (Finistère).

Joseph-Louis Baron, capitaine retiré du 15^e d'infanterie légère, légionnaire ; de Nîmes (Gard).

Jacques Hugues, capitaine retiré du 45^e de ligne, légionnaire ; d'Uzès (Gard).

Etienne Touzet, capitaine au 24^e de chasseurs à cheval, légionnaire ; de Condom (Gers).

Guillaume Ternus, lieutenant retiré du 61^e de ligne, légionnaire ; de Lectoure (Gers).

Jean Nanot, capitaine retiré du 17^e de ligne, légionnaire, de Bordeaux (Gironde).

Pierre Boulerne, capitaine retiré du 27^e de ligne, légionnaire ; de Libourne (Gironde).

Casimir Valhiade, chef de bataillon, retiré du 39^e de ligne, officier ; (Hérault).

Pierre Arnaud, lieutenant retiré du 57^e de ligne, légionnaire ; de Montpellier (Hérault).

Vidal, chef de bataillon au 1^{er} régiment de la garde de Paris, légionnaire ; de St. Pons (Hérault).

Doré, major retiré du 10^e de ligne, légionnaire ; de Rennes (Ille-et-Vilaine).

Nicolas Noel, capitaine retiré du 1^{er} d'artillerie à pied, légionnaire ; de Rennes (Ille-et-Vilaine).

Mingrat, chef d'escadron, aide-de-camp du général de division d'Allemagne, légionnaire ; de Grenoble (Isère).

Jacques Garnier, chef de bataillon du génie, sous directeur des fortifications à Grenoble, légionnaire ; de Grenoble (Isère).

Pierre Combe Ferrier, capitaine retiré du 42^e de ligne, légionnaire ; de Grenoble (Isère).

Louis-Joseph Darierroy, capitaine retiré du 4^e de ligne, légionnaire ; de Grenoble (Isère).

Alexis Buisseret, capitaine retiré du 20^e de dragons, légionnaire ; de Mons (Jemmapes).

François Mercier, capitaine retiré du 2^e de cuirassiers, légionnaire ; de Dôle (Jura).

Pierre-Joseph Rousselet, chef de bataillon retiré du 1^{er} de sapeurs, légionnaire ; de Poligny (Jura).

Gilbert Battier, capitaine retiré du 17^e d'infanterie légère, légionnaire ; Roanne (Loire).

Jean-André Sicard, capitaine retiré du 1^{er} de ligne, légionnaire; du Puy (Haute-Loire).
 Louis-Hercule Breul, lieutenant retiré du 1^{er} de ligne, légionnaire; du Puy (Haute-Loire).
 Amand Poitou, major retiré du 88^e de ligne, légionnaire; de Nantes (Loire-Inférieure).
 François Decourty, capitaine-adjutant-major retiré du bataillon des pionniers noirs, légionnaire; de Nantes (Loire-Inférieure).
 Pierre Boudrot, capitaine retiré du 64^e de ligne, légionnaire; Nantes (Loire-Inférieure).
 Sezeur, procureur-général impérial près la cour d'appel d'Orléans, légionnaire; d'Orléans (Loiret).
 Jacques Buscaille, chef de bataillon, retiré du 9^e de ligne, légionnaire; de Marmande (Lot-et-Garonne).
 Lahoussaye, général de division, commandant; (Manche).
 Jacques-François-Dominique Doucet, lieutenant retiré du 76^e de ligne, légionnaire; de Valognes (Manche).
 Boulart, chef d'escadron de l'artillerie de la garde impériale, officier; (Marne).
 Fauconnet, général de division, commandant; (Meurthe).
 Broussier, général de division, commandant; (Meuse).
 Nicolas Weiss, capitaine retiré du 92^e de ligne, légionnaire; d'Avesnes (Nord).
 Vaast-Guislain-Joseph Copin, tambour-major retiré du 1^{er} de ligne; légionnaire; d'Arras (Pas-de-Calais).
 Joseph Sansot, lieutenant retiré de la garde impériale, inspecteur des eaux et forêts de Boulogne-sur-Mer, légionnaire; de Boulogne (Pas-de-Calais).
 Pierre Pinoncelly, lieutenant retiré du 46^e de ligne, légionnaire; de Lyon (Rhône).
 Vivant Denon, membre de l'Institut, directeur-général des Musées, légionnaire; de Châlons-sur-Saône (Saône-et-Loire).
 Hyacinthe-Louis-Ernest Dedreux Naucré, lieutenant retiré du 24^e d'infanterie légère, légionnaire; 1^{er} collège de Paris (Seine).
 Edouard-François-Christophe de Mallet, sous-lieutenant retiré du 10^e de chasseurs à cheval, légionnaire; 1^{er} collège de Paris (Seine).
 Pierre-François Taupin, capitaine retiré du 8^e de cuirassiers, légionnaire; 2^e collège de Paris (Seine).
 Jean-Jacques Gruet, lieutenant retiré du 19^e de ligne, légionnaire; 3^e collège de Paris (Seine).
 Petiet, capitaine au 8^e régiment de hussards, légionnaire; 4^e collège de Paris (Seine).
 Jacques Savigny, capitaine retiré du 40^e de ligne, légionnaire; du Havre (Seine-Inférieure).
 François Grouvel, major du 17^e de dragons, légionnaire; de Rouen (Seine-Inférieure).
 Gabriel Suchet, chef de bataillon retiré, directeur receveur-général des droits réunis à Rouen, légionnaire; de Rouen (Seine-Inférieure).
 Antoine-Marie Duterre, ancien commissaire-ordonnateur, inspecteur-général des hôpitaux militaires, légionnaire; de Rouen (Seine-Inférieure).
 Maulnoir, capitaine d'ordonnance près S. M. I. et R., officier; (Seine-et-Marne).
 Jacques Mouy, capitaine retiré du 9^e de dragons, légionnaire; de Coulommiers (Seine-et-Marne).
 Joseph-Constant Regnard, capitaine retiré du 19^e de dragons, légionnaire; de Meaux (Seine-et-Marne).
 Louis-André Dupré, capitaine aux grenadiers à pied, garde impériale, légionnaire; de Melun (Seine-et-Marne).
 Jean-Alexis Ramé, chef de bataillon, retiré du 64^e de ligne, légionnaire; de Corbeil (Seine-et-Oise).
 Samson Alexandre, capitaine retiré du 42^e de ligne, légionnaire; de Mantes (Seine-et-Oise).
 Mathurin Londault, lieutenant retiré du 46^e de ligne, légionnaire; de Versailles (Seine-et-Oise).
 Robert-Charles Kemps, lieutenant retiré de la 1^{re} légion de la gendarmerie, légionnaire; de Versailles (Seine-et-Oise).
 Domon, major du 7^e de hussards, officier; (Somme).
 Alexandre Lescouvé, chef de bataillon au 100^e de ligne, officier; (Somme).

Jacques-François Tétard, lieutenant retiré du 8^e de dragons, légionnaire; d'Abbeville (Somme).
 François-Bernard Caille, chef d'escadron, retiré du 4^e de dragons, légionnaire; d'Amiens (Somme).
 Jean-Baptiste Feutry, lieutenant retiré du 20^e de dragons, légionnaire; d'Amiens (Somme).
 Joseph-Marie Maurel, sergent-major retiré du 95^e de ligne, légionnaire; de Castres (Tarn).
 Jean Roux, sergent retiré du 45^e de ligne, légionnaire; d'Avignon (Vaucluse).
 A. Bourignon, adjudant-major au 26^e d'infanterie légère, légionnaire; de Poitiers (Vienne).
 Jean Voligemuth, capitaine retiré du 67^e de ligne, légionnaire; de Saint-Dié (Vosges).
 Augustin Duchat, sergent-major retiré du 20^e d'infanterie légère, légionnaire; de Sens (Yonne).

CONSERVATOIRE IMPÉRIAL.

Cinquième exercice des Elèves, dimanche 3 avril 1808, à deux heures après-midi, dans la salle du Conservatoire.

PROGRAMME.

- 1^o. Ouverture de la Flûte enchantée, de Mozart.
- 2^o. Air de Zingarelli, chanté par M^{lle} Lelong.
- 3^o. Concerto de flûte, de M. Tulou, exécuté par M. Guillou.
- 4^o. Duo de Cimarosa, chanté par M^{lle} Lelong, et M. Boulanger.
- 5^o. Concerto de violon, de M. Rode, exécuté par M. Hypolite Dessalle.
- 6^o. Trio de Mayer, chanté par M^{lles} Gorla, Lelong, et M. Boulanger.
- 7^o. Symphonie d'Haydn.

Les personnes qui desiront faire réserver des loges, sont priées de se faire inscrire d'avance.

LIBRAIRIE

Histoire du Canal de Languedoc, rédigée sur les pièces authentiques conservées à la Bibliothèque impériale et aux archives du canal, par les descendants de Pierre-Paul Riquet de Bonrepos. Un vol. in-8^o avec gravures et plan.

Prix 5 fr., et 6 fr. 25 c. franc de port.

A Paris, chez le Normant, imprimeur-libraire, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, n^o 17.

Nota. Il a été tiré quelques exemplaires sans carte, dont le prix est de 4 fr., et 5 fr. par la poste.

LIVRES DIVERS.

Les Quatre Saisons du Parnasse, ou Choix de poésies légères depuis le commencement du 19^e siècle, avec des mélanges littéraires et des notices sur les pièces nouvelles, par M. Fayolle.

Quatrième année 1808. — Printemps.

Un volume in-12 de 336 pages, beau papier, jolie gravure, de l'imprimerie des frères Manie.

Paris, chez Mondelet, éditeur, rue du Battoir, n^o 20; Pelicier, libraire, palais du tribunal, galerie de la place, n^o 4; madame Dubois, libraire, rue du Marché-Palu, n^o 10; à la librairie stéréotype, chez H. Nicole, rue des Petits Augustins, n^o 15; et chez les principaux libraires et directeurs de poste des départements.

Le prix de l'abonnement des quatre volumes de l'année est de 10 fr., et de 12 fr. franc de port par la poste; chaque volume séparé se vend 3 fr. et 3 fr. 75 c.; chaque année 11 fr. et 14 fr. La collection 13 vol. 34 fr. et 43 fr. franc de port.

Ce volume, le 13^e de la collection, est peut-être encore plus remarquable que les précédents. Dans la poésie, on trouve des vers de M. Parceval à M. Delille, un fragment d'un poème sur la nature et sur l'homme, par M. de Fontanes; une ode à Klopstock, par M. Chénédollé, et l'épisode de Nisus et Euryale, par M. Fayolle. Les mélanges s'ouvrent par un article sur Thomas de M. de Fontanes; on lit ensuite des considérations métaphysiques morales et politiques sur la véritable liberté, par M. de Bergasse, et un morceau sur les femmes, par Diderot.

Almanach de Gotha pour l'année 1808. Un vol. in-18 avec gravures, élégamment relié et doré sur tranche, dans un étui.

Prix, 4 fr. 50 c.

A Paris, chez Treuttel et Würtz, rue de Lille, n^o 17, derrière les Théâtres; et à Strasbourg, même maison de commerce.

Cet Almanach, depuis long-temps connu et apprécié en France, offre chaque année quelques nouveaux articles recommandables.

On remarquera avec intérêt parmi plusieurs autres articles nouveaux, 1^o un Apperçu statistique de l'Allemagne, après la fondation de la Confédération du Rhin; 2^o un Précis historique de la domination sur mer chez les peuples modernes; 3^o la Chronique des années 1806 et 1807.

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

EFFETS PUBLICS.

Cinq pour 100, du 22 mars 1808.	4 fr. 40 c.
Idem. jous. du 22 sept. 1808.	fr. c.
Bons de remboursement.	fr. c.
Provisoire.	fr. c.
Bons an 7.	fr. c.
Bons an 8.	fr. c.
Rescript. pour rach. de rentes fonc.	fr. c.
Idem. Non réclamées dans les dép.	fr. c.
Act. de la B. de Fr. j. du 1 ^{er} janv. 1801	fr. 25 c.

Entreprises particulières.

Actions des ponts (j. du 1 ^{er} janv.)	fr. c.
Actions de Vaucluse (j. du 1 ^{er} mai)	fr. c.

SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui, Demain, Hécube.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui, le Tyran domestique.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui, le Mari intrigué, le Parleur éternel, et Guerre ouverte.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui, au bénéfice de M^{me} V^e Dozainville, l'Opéra-Comique, le prisonnier, et le Concert.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui, Haine aux Femmes, la Vallée de Barcelonnette, et la Mégaloantropogénésie.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Aujourd'hui, le Mariage du Melodrame et de la Gaîté, l'Aveugle du Tyrol, et Tapin.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui, Caroline et Storm, et Saakem ou le Corsaire.

Théâtre Montansier, Palais du Tribunal. A la demande générale, l'incomparable Ravel, aîné donnera encore deux représentations, qui auront lieu aujourd'hui et demain.

Cirque Olympique de MM. Franconi, fils. Aujourd'hui, Grands exercices, et Don Quichotte.

Panorama. Les vues de la ville d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre; depuis dix heures du matin jusqu'à six. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal; l'entrée est par la cour des Fontaines, n^o 1. — Tous les jours, à huit heures du soir.

Spectacle de M. Olivier, rue de Grenelle Saint-Honoré. Spectacle tous les jours à huit heures, sans exception. M. Olivier répètera les Tours les plus curieuses, et les mêmes divertissemens qu'il a eu l'honneur d'exécuter à Fontainebleau devant LL. MM. II. et RR., et devant la cour.

Spectacle pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue de la Fontaine-Michandière, carrefour Gaillon. Spectacle tous les jours, à sept heures demie, et continuation de l'intéressante collection de Pièces nouvelles annoncées par les affiches. — Prix des places, 3 fr., 2 fr. et 1 fr.

Galerie des chefs-d'œuvre de l'architecture des différents peuples, rue de Seine, faubourg St.-Germain, n^o 8. — Cette collection, unique dans son genre, exécutée en modèles, sous la direction et d'après les dessins de L. F. Cassas, auteur des Voyages d'Istrie, Dalmatie, Syrie, Phénicie, Palestine, etc., est ouverte tous les jours, depuis dix heures jusqu'à quatre. — Prix d'entrée, avec la feuille explicative, 1 fr. 50 c.

L'abonnement se fait à Paris, rue de Poitevin, n^o 6; le prix est de 25 fr. pour trois mois, 50 fr. pour 6 mois, et 100 fr. pour l'année entière. On ne s'abonne qu'au commencement de chaque mois.

Il faut adresser les lettres, l'argent et les effets, franc de port, à M. Agasse, propriétaire de ce Journal, rue des Poitevins, n^o 6. Tous les effets, sans exception, doivent être à son ordre.

Il faut comprendre dans les envois le port des pays où l'on ne peut affranchir. Les lettres des départements, non affranchies, ne seront point retirées de la poste.

Il faut avoir soin, pour plus de sûreté, de charger celles qui renfermeront des valeurs.

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé au rédacteur, rue des Poitevins, n^o 6, depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir.

A PARIS, de l'imprimerie de H. AGASSE, propriétaire du Moniteur, rue des Poitevins, n^o 14